

Madame, Monsieur,

La Birmanie est dirigée par une junte militaire sans légitimité aucune pour qui le mépris des droits de l'homme et de la démocratie est devenu chose commune depuis bien longtemps. La terreur et l'oppression sont les instruments privilégiés par le pouvoir pour contrer les forces démocratiques qui le menacent. En 1988 à Rangoon, des manifestations pacifiques sont réprimées dans le sang. 3000 manifestants perdent la vie. Deux ans plus tard, Aung San Suu Kyi et son parti, la Ligue Nationale pour la Démocratie, remportent les élections avec 82% des voix. Cette victoire n'est pas du goût des dirigeants qui entendent bien garder le contrôle du pays. Aung San Suu Kyi, leader des démocrates birmans, est alors mise en détention surveillée tandis que l'oppression s'abat sur les élus. Aung San Suu Kyi reçoit le Prix Nobel de la Paix pour son combat non-violent pour la démocratie dans son pays. Plus de 20 années se sont maintenant écoulées et la situation ne s'est pas améliorée, voire même a empiré depuis la répression brutale de la « révolution safran » en 2007 et la gestion catastrophique du cyclone Nargis en 2008.

Alors que l'état de santé d'Aung San Suu Kyi suscite de vives inquiétudes, les généraux birmans cherchent aujourd'hui par tous les moyens à la maintenir à l'écart de la vie publique de son pays. Elle est actuellement détenue à la prison d'Insein à Rangoon dans le cadre d'une procédure judiciaire arbitraire pour avoir prétendument enfreint les conditions d'une détention pourtant illégale au regard des lois internationales et nationales. Par ailleurs, plus de 2100 prisonniers politiques croupissent encore dans les prisons birmanes.

Les vrais représentants du peuple birman ont appelé la communauté internationale à prendre des sanctions économiques. Leur message est clair : n'investissez pas dans notre pays pour le moment car vous ne feriez que renforcer le pouvoir en place au détriment du peuple birman et de ses aspirations démocratiques. L'appel a été entendu par certains, dont Levis Strauss qui a quitté le pays déclarant qu'« il n'y pas moyen de travailler en Birmanie si ce n'est en le faisant main dans la main avec le régime birman ». D'autres ne l'entendent pas de cette oreille dont notamment Total qu'Aung San Suu Kyi qualifie de « premier soutien du système militaire birman ». Dans bon nombre de pays, le message des démocrates birmans opprimés ou exilés a été entendu et des associations de soutien se sont créées. Actions Birmanie est l'une d'entre elles. Ses membres se sont regroupés autour d'un double objectif : le premier, politique, consiste à relayer le message d'Aung San Suu Kyi et des élus birmans dans l'arène politique nationale et européenne, le second, humanitaire, vise à apporter un soutien financier aux activités menées sur place.